



Strasbourg, 12 novembre 2019
PC-CP\docs 2019\PC-CP(2019)10_F

PC-CP (2019) 10

COMITÉ EUROPÉEN POUR LES PROBLÈMES CRIMINELS
(CDPC)

Conseil de coopération pénologique
(PC-CP)

9^e réunion plénière
Strasbourg, 5-7 novembre 2019

RAPPORT SOMMAIRE DE RÉUNION

Document établi par la Direction générale
Droits de l'homme et État de droit

RÉSUMÉ

Le PC-CP réuni en plénière :

- a pris note de l'allocution d'ouverture prononcée par M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'Information - Lutte contre la Criminalité, Conseil de l'Europe, qui a précisé les faits récents qui ont concerné le Conseil de l'Europe, à savoir : l'abandon du plan de contingence budgétaire et le rétablissement du fonctionnement normal des activités prévues de l'Organisation ; l'élection de Mme Marija Pejčinović Burić au poste de Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe (en fonction depuis le 18 septembre 2019) et la nomination au poste de chef du Service de la Lutte contre la Criminalité de M. Gianluca Esposito, qui reste en parallèle Secrétaire exécutif du GRECO. M. Kleijssen a souligné qu'il importait de réfléchir à l'impact de l'intelligence artificielle sur les prisons et le travail de probation, ainsi que sur le traitement des délinquants. Il a également attiré l'attention des participants sur les sièges vacants au sein du Groupe de travail du PC-CP, qui doivent être pourvus par de nouveaux membres adéquats (qui seront élus lors de la réunion plénière du CDPC en décembre 2019), et a invité les délégués nationaux présents à soumettre les candidatures éventuelles ;
- a pris note du discours de bienvenue de M. Gianluca Esposito, qui a indiqué que les questions pénitentiaires restaient l'une des priorités du Conseil de l'Europe pour les années à venir. Il a également précisé que les Lignes directrices pour le recrutement, la sélection, la formation et le développement professionnel du personnel pénitentiaire et de probation ont été approuvées récemment par le Comité des Ministres et que ce dernier adopterait le mandat du PC-CP pour 2020-2021 dans quelques jours ;
- a pris note de la liste des décisions du Bureau du CDPC, qui s'est réuni les 10-11 octobre 2019 à Lisbonne (Portugal) et a tenu compte des décisions relatives à ses travaux ;
- a examiné et poursuivi la révision du projet de mise à jour des Règles pénitentiaires européennes (RPE) et leur projet de commentaire. Les délégations de l'Autriche, de la Belgique, des Pays-Bas et de la France se sont réservé le droit de faire part de la position de leurs autorités au sujet des règles 53A et 60.6 et de leurs commentaires après plus ample consultation avec leurs ministères respectifs. Les délégations ont également pris note de la demande qui leur était faite de contacter leurs délégués respectifs à la réunion plénière du CDPC, afin de coordonner leurs positions nationales sur les RPE révisées en temps utile avant la réunion plénière du CDPC. Elles ont pris note du fait que le CDPC examinera le projet de texte des RPE le 3 décembre 2019 ;
- a pris note des exposés de Mme Kirsten Hawlitschek, M. Nick Hammond et M. James King, EuroPris, au sujet de l'issue des travaux sur les détenus étrangers et l'éducation en prison sur la base des deux recommandations du Comité des Ministres (CM/Rec(2012)12 et CM/Rec(89)12), ainsi que du système d'information électronique EPIS, qui utilise certains indicateurs et données des Statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe (SPACE), et s'est félicité de la contribution d'EuroPris et de la CEP à l'élaboration, la promotion et à la mise en œuvre en pratique des normes du Conseil de l'Europe dans le domaine des prisons et de la probation ;
- a pris note du fait que le Conseil de l'Europe s'est vu décerner, le 30 octobre 2019, le prix 2019 de l'Association internationale des services correctionnels et pénitentiaires (International Corrections and Prisons Association - ICPA) pour la collecte et l'exploitation des Statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe (SPACE) ;
- a examiné les suites qui pourraient être données à la 24^e Conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation (CDPPS) (Chypre, mai 2019), à propos de l'utilisation et de l'impact des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle en particulier sur le travail des services pénitentiaires et de probation et la prise en charge des auteurs d'infractions ;
- a examiné l'intitulé proposé pour la 25^e CDPPS « Le travail des services pénitentiaires et de probation : droits, responsabilités et défis » et le contenu des six ateliers proposés (Dublin, 9-10 juin 2020) ;
- a pris note des informations communiquées par le Secrétariat à propos de ce que pourraient être les suites à donner à la Conférence de haut niveau sur les « Réponses à la surpopulation carcérale » (24-25 avril 2019, Strasbourg) ;

- a pris note de l'exposé du Professeur Fergus McNeill, « Peines intrusives ou probation constructive », et a discuté de la nécessité d'intensifier le dialogue au niveau national entre des chercheurs renommés, des responsables des politiques issus des ministères compétents et des services pénitentiaires et de probation, afin de convenir des mesures à prendre pour réformer leurs politiques criminelles et pénales si besoin est, en se fondant sur des recherches scientifiques et des données validées. A constaté avec regret à cet égard que les conférences scientifiques criminologiques qui étaient autrefois organisées par le Conseil de l'Europe offraient ces possibilités, mais qu'elles ont cessé d'avoir lieu à partir de 2003 faute de financement ;
- a pris note des informations communiquées par le Secrétariat au sujet de la tenue prévue de deux conférences dans le cadre du nouveau projet conjoint UE/CdE relatif aux SPACE, qui a débuté en octobre 2019. Ces conférences visent à examiner les nouvelles formes de criminalité, notamment la cybercriminalité, et l'impact des taux de criminalité sur les sanctions et mesures pénales ;
- a examiné le projet de recommandation concernant l'évaluation, la gestion et la (ré)insertion dans la société des personnes accusées ou reconnues coupables d'infractions à caractère sexuel et son projet d'exposé des motifs et a formulé des propositions et observations qui seront prises en compte par les experts scientifiques et le Groupe de travail du PC-CP dans leurs travaux ultérieurs sur ce texte ;
- a pris note des autres activités du Conseil de l'Europe dans les domaines de la prison et de la probation en 2019, à savoir le projet HELP sur la radicalisation et les activités menées par l'Unité de coopération en matière de droit pénal ;
- a examiné le mandat du PC-CP pour 2020-2021 et ses travaux en rapport pour les deux prochaines années ;
- faute de temps, a reporté l'examen de l'éventuelle révision des Lignes directrices à l'intention des services pénitentiaires concernant la radicalisation et l'extrémisme violent et a demandé au Groupe de travail du PC-CP d'examiner cette question lors de l'une de ses prochaines réunions ;
- a convenu des dates de la prochaine réunion plénière du PC-CP (13-15 octobre 2020).

1. Le Conseil de coopération pénologique a tenu sa 9^e réunion à Strasbourg les 5-7 novembre 2019 sous la présidence de M. Dominik Lehner. La liste des participants est jointe en annexe au présent rapport (Annexe II).

I. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux. Rapport sommaire de la dernière réunion. Informations fournies par le Secrétariat

2. L'ordre du jour (voir Annexe I) et l'ordre des travaux sont adoptés.
3. Les participants prennent note de l'allocution d'ouverture prononcée par M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'Information - Lutte contre la Criminalité, Conseil de l'Europe, qui précise les faits récents concernant le Conseil de l'Europe, à savoir : l'abandon du plan de contingence budgétaire à la suite du paiement par la Fédération de Russie de sa contribution, ce qui a conduit le Comité des Ministres à décider du rétablissement du fonctionnement normal des activités prévues de l'Organisation. Il les informe également de l'élection de Mme Marija Pejčinović Burić, ancienne Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Croatie, au poste de Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe (en fonction depuis le 18 septembre 2019) et de la nomination de M. Gianluca Esposito, nouveau chef du Service de la Lutte contre la Criminalité, qui reste en parallèle Secrétaire exécutif du GRECO. M. Kleijssen salue l'excellente organisation de la 24^e Conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation (CDPPS) (Chypre, mai 2019) et souligne que cette question est prioritaire et qu'il importe d'examiner l'impact de l'intelligence artificielle sur l'action des services pénitentiaires et de probation et le traitement des délinquants. Il annonce à ce propos la création d'un nouveau comité intergouvernemental (Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle - CAHAI) qui sera chargé de définir le cadre juridique général de l'action normative du Conseil de l'Europe en la matière, tandis que les autres comités examineront l'impact de l'intelligence artificielle dans leur propre domaine de compétence.
4. M. Kleijssen remercie également les quatre membres sortants du Groupe de travail du PC-CP, Mme Nathalie Boissou, M. Attila Juhász, M. Dominik Lehner et M. Nikolaos Koulouris, de leur travail et de leur contribution à la réussite des activités du PC-CP ; il se félicite de l'élection de Mme Annie Devos, prochaine présidente du PC-CP, et de Mme Nadya Radkowska, prochaine vice-présidente du PC-CP, attire l'attention des participants sur les sièges vacants au sein du Groupe de travail du PC-CP, qui doivent être pourvus par de nouveaux membres qualifiés (qui seront élus lors de la réunion plénière du CDPC en décembre 2019) et invite les délégués nationaux présents à soumettre d'éventuelles candidatures.
5. Les délégués prennent note des informations communiquées par le Secrétariat à propos de ce que pourrait être le résultat attendu de la Conférence de haut niveau sur les « Réponses à la surpopulation carcérale » (24-25 avril 2019, Strasbourg), à savoir la tenue dans les années à venir d'une Conférence des ministres de la Justice consacrée aux questions pénitentiaires.
6. Les délégués prennent note du discours de bienvenue de M. Gianluca Esposito, qui indique que les questions pénitentiaires restent l'une des priorités du Conseil de l'Europe pour les années à venir. Il précise également que les Lignes directrices pour le recrutement, la sélection, la formation et le développement professionnel du personnel pénitentiaire et de probation ont été approuvées récemment par le Comité des Ministres et que ce dernier adoptera le mandat du PC-CP pour 2020-2021 dans quelques jours. Il invite les participants à faire en sorte que ces lignes directrices soient traduites et que leur utilisation pratique soit favorisée.
7. Les délégués prennent par ailleurs note de la liste des décisions du Bureau du CDPC, qui s'est réuni les 10-11 octobre 2019 à Lisbonne (Portugal), et tiennent en particulier compte des décisions relatives à ses travaux, à savoir la finalisation de la révision des Règles pénitentiaires européennes et les travaux relatifs aux délinquants sexuels et à l'intelligence artificielle.

II. Révision des Règles pénitentiaires européennes

8. Les délégués examinent le document PC-CP (2018) 15 Rév 6, qui comporte le projet de Règles pénitentiaires européennes (RPE) révisé et leur projet de commentaire révisé, qui ont été examinés et approuvés par le Groupe de travail du PC-CP en avril 2019, et poursuivent la révision du projet de RPE et de leur projet de commentaire. Les règles 16A, 53, 53A, 68, 83 et 93 sont modifiées. La règle 53B est supprimée. Quelques ajouts et éclaircissements supplémentaires sont apportés au commentaire et, conformément aux décisions prises lors de la dernière réunion du Bureau du CDPC, toutes les modifications sont inscrites en rouge pour faciliter les travaux de la plénière du CDPC en décembre 2019, où devrait avoir lieu l'approbation définitive du projet de texte.
9. Les délégués prennent également note de l'avis écrit du CPT sur le projet de texte, ainsi que des contributions orales faites par le représentant du Secrétariat du CPT et du Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme. Les règles relatives au placement à l'isolement donnent lieu au plus long débat et les délégations de l'Autriche, de la Belgique, des Pays-Bas et de la France se réservent le droit de faire part de la position de leurs

autorités au sujet des règles 53A et 60.6 et de leurs commentaires après plus ample consultation de leurs ministères respectifs. Les délégations prennent également note de la demande qui leur est faite de contacter leurs délégués respectifs à la réunion plénière du CDPC, afin de coordonner leurs positions nationales sur les RPE révisées en temps utile avant la réunion plénière du CDPC. Elles prennent note du fait que le CDPC examinera le projet de texte des RPE le 3 décembre.

III. Évaluation, gestion et (ré)insertion dans la société des personnes accusées ou reconnues coupables d'infractions à caractère sexuel

10. Les participants prennent note des informations communiquées par leur président au sujet des travaux menés jusqu'ici, de la terminologie et des définitions retenues, examinent le projet de recommandation et son projet d'exposé des motifs et formulent des propositions et observations qui seront prises en compte par les experts scientifiques et le Groupe de travail du PC-CP dans leurs travaux ultérieurs sur ce texte. D'importantes questions relatives à la terminologie et à l'utilisation des définitions, ainsi qu'aux principes fondamentaux et au champ d'application du projet de recommandation, sont portées à l'attention du Groupe de travail du PC-CP. Ils prennent également note du fait que le Service de protection des données sera consulté à propos du texte ayant trait aux questions relatives à la protection des données et que le Greffe de la Cour et le Secrétariat du CPT fourniront la jurisprudence et les normes pertinentes qui seront insérées dans le projet de commentaire.

IV. Suites à donner à la 24^e CDPPS « La gestion des auteurs d'infraction : traditions et technologies » (Chypre, 21-22 mai 2019)

11. Les participants examinent les propositions faites par M. Kleijssen au sujet de l'intelligence artificielle, prennent note du fait qu'une mention de l'intelligence artificielle est ajoutée au commentaire des RPE révisées et conviennent que, conformément à son mandat pour la période 2020-2021, le Groupe de travail du PC-CP examinera les conséquences de l'utilisation de l'intelligence artificielle sur l'action des services pénitentiaires et de probation et le traitement des délinquants.

V. 25^e CDPPS, Dublin, 9-10 juin 2020

12. Les participants examinent et approuvent le thème proposé pour la 25^e CDPPS « Le travail des services pénitentiaires et de probation : droits, responsabilités et défis » (Dublin, 9-10 juin 2020) et le contenu des six ateliers proposés : (a) sur les auteurs d'infractions à caractère sexuel, afin d'examiner le projet de recommandation avec les directeurs et de recueillir des observations avant sa finalisation ; (b) sur la santé mentale, pour obtenir les réactions des services pénitentiaires et de probation sur les problématiques qu'ils rencontrent ; (c) sur l'isolement cellulaire, la séparation et la mise en écart, avec un débat autour des Règles pénitentiaires européennes et les normes du CPT ; (d) sur la justice réparatrice et les droits des victimes ; (e) sur le projet PRILA avec, là encore, une contribution du CPT ; (f) sur la conception des prisons et son impact sur le bien-être des détenus et du personnel.

VI. Gestion des auteurs d'infractions présentant des handicaps ou troubles mentaux, incarcérés ou en période de probation

13. Les participants examinent et conviennent d'accepter la proposition faite par le Groupe de travail du PC-CP de confier à un consultant externe l'établissement d'un rapport qui fasse le bilan de cette question et reflète les normes internationales en vigueur et les éventuelles lacunes dans ce domaine ; et, sur la base de ce rapport, de proposer les mesures qui doivent être prises, notamment les éventuels textes normatifs qui doivent être élaborés.

VII. Exposé sur la désistance et la peine intrusive et projet conjoint UE/CdE concernant SPACE

14. Les participants prennent note de l'exposé du Professeur Fergus McNeill, « Peines intrusives ou probation constructive », qui suscite un débat intéressant et amène plusieurs délégations à donner des informations sur leurs réformes actuelles ou prévues dans ce domaine.
15. Il a été convenu qu'il est nécessaire de renforcer le dialogue au niveau national entre des chercheurs renommés, des responsables des politiques issus des ministères compétents et des services pénitentiaires et de probation, afin de convenir des mesures à prendre pour réformer leurs politiques criminelles et pénales si besoin est, en se fondant sur des recherches scientifiques et des données validées. Il est constaté avec regret à cet égard que les conférences scientifiques criminologiques qui étaient autrefois organisées par le Conseil de l'Europe offraient ces possibilités, mais qu'elles ont cessé d'avoir lieu à partir de 2003 faute de financement.
16. Le Secrétariat indique que la tenue prévue de deux conférences dans le cadre du nouveau projet conjoint UE/CdE concernant SPACE, qui a débuté en octobre 2019, représente une modeste tentative de faire revivre

ces conférences antérieures. Les deux conférences visent à attirer l'attention du public sur les dernières recherches effectuées à partir des statistiques SPACE et à examiner les nouvelles formes de criminalité, notamment la cybercriminalité, et l'impact des taux de criminalité sur les sanctions et mesures pénales. Le Secrétariat a contacté provisoirement plusieurs intervenants éventuels et constate qu'il est indispensable de définir soigneusement le public de ces conférences, afin d'intensifier le dialogue entre les différentes parties prenantes.

VIII. Présentation par EuroPris de projets qui promeuvent les normes du Conseil de l'Europe

17. Les représentants d'EuroPris informent les participants de plusieurs projets qui, sur la base des normes du Conseil de l'Europe en matière pénitentiaire (CM/Rec(2012)12 et CM/Rec(89)12), visent à aider les services pénitentiaires à améliorer l'éducation des détenus et le traitement des détenus étrangers. Ils présentent également le nouveau système d'information EPIS, qui comporte une cartographie et des informations et données supplémentaires sur les établissements pénitentiaires des différents pays européens et peut être utile non seulement aux services pénitentiaires, mais également à la magistrature et aux ministères de la Justice. EPIS utilise plusieurs indicateurs et les données de SPACE.
18. Le président du PC-CP profite de l'occasion pour remercier EuroPris et la CEP de leur participation active aux travaux du Comité et à la promotion et à la mise en œuvre en pratique des normes pertinentes du Conseil de l'Europe.

IX. Projet de mandat 2020-2021 et tâches spécifiques associées

19. Le PC-CP examine les tâches prévues pour les deux prochaines années conformément à son projet de mandat et approuve le calendrier général.
20. Faute de temps, il décide de reporter l'examen de l'éventuelle révision des Lignes directrices à l'intention des services pénitentiaires concernant la radicalisation et l'extrémisme violent et demande au Groupe de travail du PC-CP d'examiner cette question lors de l'une de ses prochaines réunions.

X. Autres activités dans les domaines pénitentiaires et de probation en 2019

21. Les participants prennent note des activités menées par l'Unité de coopération en matière de droit pénal et par le projet HELP, DG Droits de l'Homme et État de droit, Conseil de l'Europe. Les participants se disent très intéressés par l'idée de suivre les cours d'apprentissage électronique proposés par le projet HELP.

XI. Approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes

22. La proposition visant à nommer M. Robert Friškovec prochain rapporteur de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'issue du mandat de Mme Nathalie Boissou est approuvée.
23. Au cours des débats, les questions liées à l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes et à la prise en charge non discriminatoire sont examinées dans le cadre des points suivants : (a) la révision des RPE ; (b) la santé mentale ; (c) l'évaluation, la gestion et la (ré)insertion dans la société des personnes accusées ou reconnues coupables d'infractions à caractère sexuel ; (d) les détenus étrangers et (e) l'élection des nouveaux membres du Groupe de travail du PC-CP.
24. 38 hommes et 28 femmes ont pris part à la réunion.

XII. Dates des prochaines réunions

25. La prochaine réunion plénière du PC-CP se tiendra du 13 au 15 octobre 2020.

OoO

	1. Ouverture de la réunion
	2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
	3. Rapports sommaires des dernières réunions du Groupe de travail du PC-CP
PC-CP(2019)1 PC-CP(2019)4 PC-CP(2019)7	Rapport sommaire de la 20 ^e réunion du Groupe de travail Rapport sommaire de la 21 ^e réunion du Groupe de travail Rapport sommaire de la 22 ^e réunion du Groupe de travail
CDPC(2019)14 CDPC-BU(2019)2 CDPC-BU(2019)4	4. Informations fournies par le Secrétariat
PC-CP(2018)15Rév6 PC-CP(2018)15Rév7 avec marques de révision (en anglais uniquement) Commentaires du CPT sur les Règles pénitentiaires européennes révisées	5. Révision des Règles pénitentiaires européennes
Site internet de la Conférence	6. Conférence de haut niveau « Réponses à la surpopulation carcérale » (24-25 avril 2019)
Site internet de la Conférence	7. Suites à donner à la 24^e Conférence du Conseil de l'Europe des Directeurs des services pénitentiaires et de probation (Chypre, 21-22 mai 2019)
PC-CP(2019)3Rév4	8. Evaluation, gestion et réintégration dans la société des personnes accusées ou condamnées pour des crimes sexuels
Lignes directrices Guide	9. Mise à jour du Guide à l'intention des services pénitentiaires et de probation concernant la radicalisation et l'extrémisme violent : table ronde
	10. 25^e CDPPS « Le travail des services pénitentiaires et de probation : Droits, responsabilités et défis » (9-10 juin 2020, Dublin, Irlande)
Présentation par Fergus McNeill (en anglais uniquement)	11. Présentation sur la désistance et la punition banalisée
Présentation par James King (en anglais uniquement) Présentation par Nick Hammond (en anglais uniquement)	12. Présentation par EuroPris de projets promouvant les normes du Conseil de l'Europe
PC-CP(2019)9Rév PC-CP(2018)16BilRév	13. Elections
Projet de mandat PC-CP 2020-2021	14. Mandat du PC-CP pour 2020-2021 et examen et planification de ses activités futures Table ronde

<p>Présentation par Eva Pastrana (en anglais uniquement)</p> <p>Présentation par Luljeta Kasa (en anglais uniquement)</p>	<p>15. Autres activités dans les domaines pénitentiaires et de probation en 2019</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet HELP sur la radicalisation <p>FACEBOOK https://www.facebook.com/CoEHELP/posts/952182015141430?__tn__=C-R TWITTER https://twitter.com/CoEHELP/status/1192379150650224641</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Présentation par l'Unité de Coopération dans le domaine pénal
	<p>16. Parité des genres</p>
	<p>17. Questions diverses</p>
	<p>18. Dates des prochaines réunions</p>

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

Elona DEMOLLARI
Director of Women's Prison, Albanian Directorate General of Prisons, Tirana

ARMENIA / ARMÉNIE

Arpine SARGSYAN (*Apologised / Excusée*)
Acting head of Penitentiary policy development unit of Anti-corruption and Penitentiary Policy development department, Ministry of Justice, Yerevan

Gayane HOVAKIMYAN (*Apologised / Excusée*)
Deputy Head, "Centre for the implementation of legal education and rehabilitation programmes" SNCO

AUSTRIA / AUTRICHE

Michael SORGER
MMag., Referent, Bundesministerium für Verfassung, Reformen, Deregulierung und Justiz, Generaldirektion für den Strafvollzug und den Vollzug freiheitsentziehender Maßnahmen, Wien

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Elmin HASANOV
Director, Electronic Monitoring Department, Probation Service, Ministry of Justice, Baku

BELGIUM / BELGIQUE

Werner VANHOUT
Conseiller général de la DG Epi, Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Adin HIDIĆ
Inspector for overseeing the process of interrogation of prisoners, Ministry of Justice, Sarajevo

BULGARIA / BULGARIE

Ivelina GUEORGUIEVA
Psychologist, Sofia prison

CROATIA / CROATIE

Zvonimir PENIĆ
Head of Treatment Sector, Head Office, Prisons and Probation Directorate, Ministry of Justice, Zagreb

CYPRUS / CHYPRE

Athena DEMETRIOU
Cyprus Prisons Department, Nicosia

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Tomáš OLŠAR
Major, Chief Commissioner, Head of the External Relations Department, Directorate General of the Prison Service, Praha

DENMARK / DANEMARK

Katrine GRITH VINTEN
Head of Section, Criminal Enforcement Division, Ministry of Justice, Copenhagen

Søren FOERSOM JÆGER
Head of Section, Department of the Danish Prison and Probation Service, Copenhagen

ESTONIA / ESTONIE

Krister TÜLLINEN
Adviser, Criminal Policy Department, Ministry of Justice, Tallinn

FINLAND / FINLANDE

Paulina TALLROTH
(Dr), Government Counsellor, Department of Criminal Policy, Ministry of Justice, Government, Helsinki

FRANCE

Yveline CHARD-HENRY
Directrice des services pénitentiaires, Responsable du pôle des relations internationales, Direction de l'administration pénitentiaire, Cabinet du Directeur de l'administration pénitentiaire, Paris

Romain PERAY
Chef du service des métiers, Direction de l'administration pénitentiaire, Ministère de la Justice, Paris

Hélène COLLET
Magistrate, bureau Mi 4 (bureau de l'action juridique et du droit pénitentiaire), Direction de l'administration pénitentiaire (DAP), Paris

GEORGIA / GÉORGIE

Ana TSULADZE
Legal Adviser, Public International Law Department, Ministry of Justice, Tbilisi

GREECE / GRÈCE

Athanassia SYKIOTOU
Associate Professor of Criminological Sciences, Democritus University of Thrace, Law School, Komotini

ICELAND / ISLANDE

Kristín EINARSDÓTTIR
Expert, Ministry of Justice, Reykjavík

LATVIA / LETTONIE

Kristine KIPENA
Head of Punishment Execution Policy Unit, Sectoral Policy Department, Ministry of Justice, Riga

LITHUANIA / LITUANIE

Marius RAKŠTELIS
Senior Advisor of the Criminal Justice Group, Ministry of Justice, Vilnius

MONACO

Serge PETIT
Conseiller à la Cour de Révision, Arras, France

NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD

Jasmenka DONCHEVSKA
Head of Sector, Directorate for Execution of Sanctions, Skopje

NORWAY / NORVÈGE

Anne-Li N. FERGUSON
Senior Adviser, Royal Norwegian Ministry of Justice and Public Security, Oslo

Tom A. ENGER
Deputy Director General, Directorate of Norwegian Correctional Service, Lillestrøm

POLAND / POLOGNE

Mirosław PRZYBYLSKI
Judge, Director of Department of the Enforcement of Judgements and Probation in Ministry of Justice, Warsaw

Robert TYPA
Counsellor to the Secretary of State at Ministry of Justice in Department of the Enforcement of Judgements and Probation, Warsaw

PORTUGAL

Rómulo MATEUS
General Director of Prison and Probation Services, Ministry of Justice, Lisbon

ROMANIA / ROUMANIE

Ioana Mihaela MORAR
Deputy General Director, National Administration of Penitentiaries, Bucharest

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Vladislav MAKOVSKII
Officer, International Department, Federal Penal Service, Ministry of Justice, Moscow

Vladislav SMIRNOV
Chief, Law Department, Federal Penal Service, Ministry of Justice, Moscow

SERBIA / SERBIE

Aleksandar ALIMPIĆ
Governor of Penal Correctional Facility, Sremska Mitrovica

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Dominika GUBÁŇOVÁ
Lt., Senior Officer for International Co-operation, General Directorate, Corps of Prison and Court Guard, Bratislava

SPAIN / ESPAGNE

Jesús NÚÑEZ PEÑA
Head of the Classification Department, Direction General, Penal Execution and Social Reinsertion, Madrid

SWEDEN / SUÈDE

Helena LUNDBERG
Deputy Director, Division for Crime Policy, Ministry of Justice, Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE

Ronald GRAMIGNA
Chef de l'Unité exécution des peines et mesures, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Berne

THE NETHERLANDS / PAYS-BAS

Rosalia Wilhelmina Maria VAN DER ZON

Head of Legal Affairs/Deputy director Policy & Governance support, National Agency Correctional Institutions of the Ministry of Justice, Dienst Justitiële Inrichtingen, Den Haag

TURKEY / TURQUIE

Junus ALKAÇ (*Apologised / Excusé*)

Deputy Director General (Judge), CTE Genel Müdürlüğü Hacı Bayram Mah, Altındağ/Ankara

Fatih ELMAS (*Apologised / Excusé*)

Prison Officer, CTE Genel Müdürlüğü Hacı Bayram Mah., Altındağ/Ankara

Güray GÜÇLÜ

Counsellor (Rapporteur Judge), Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe, Strasbourg, France

UKRAINE

Vladyslav KLYSHA

Head of the International Co-operation Unit, Public Institution "Center of Probation", Ministry of Justice, Kyiv

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Claudia STURT

Executive Director, Security Order and Counter Terrorism, Her Majesty's Prison and Probation Service, Ministry of Justice, London

WORKING GROUP OF THE COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / GROUPE DE TRAVAIL DU CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE (PC-CP)

Martina BARIĆ

Social pedagogue, Head of Service of special programs, analysis, evaluation and prisoners' and juveniles' records, Ministry of Justice, Directorate for Prison System and Probation, Head Office, Zagreb, Republic of Croatia

Nathalie BOISSOU

Directrice des services pénitentiaires (administration pénitentiaire française) - Coordinatrice thématique adjointe au sein du programme EI PAcCTO (Programme européen de Lutte contre la criminalité organisée transnationale), Madrid, Espagne

Annie DEVOS

Administratrice générale des Maisons de Justice, Fédération Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, Belgique

Anna FERRARI

Magistrat, Ministère de la Justice, Département pour la Justice des Enfants, et les Mesures appliquées dans la Communauté, Direction Générale de l'exécution pénale de la Probation, Rome, Italie

Robert FRIŠKOVEC

Head Office, International Co-operation, Prison Administration, Ministry of Justice, Ljubljana, Slovenia

Attila JUHÁSZ (*Apologised / Excusé*)

Vice-Chair of the PC-CP

Senior Advisor, Hungarian Prison Service, Eger, Hungary

Nikolaos KOULOURIS

Assistant Professor in Social Policy and Offenders' Custodial and Non-Custodial Treatment, Department of Social Administration and Political Science, Democritus University of Thrace, Komotini, Greece

Dominik LEHNER (Dr.)

Chair of the PC-CP

President, Expert Committee on Offender Risk Assessment Northwest & Central Switzerland, Basel, Switzerland

Nadya RADKOVSKA
Head, Department for International Relations and Training of Staff, General Directorate Execution of Sentences,
Ministry of Justice, Sofia, Bulgaria

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Fergus McNEILL
Professor of Criminology & Social Work, SCCJR, University of Glasgow, United Kingdom

Harvey SLADE
Research Assistant, Bristol, United Kingdom

Dirk VAN ZYL SMIT
Professor of Comparative and International Penal Law, School of Law, University of Nottingham, United Kingdom

NEIGHBOURHOOD PARTNERSHIP WITH THE COUNCIL OF EUROPE WITHIN THE FRAMEWORK OF THE SOUTH PROGRAMME III / PARTENARIAT DE VOISINAGE AVEC LE CONSEIL DE L'EUROPÉ ET DANS LE CADRE DU PROGRAMME SUD III

MOROCCO / MAROC

Nabih FEZZI
Chef de Service de la Coopération Internationale, DGAPR, Rabat

TUNISIA / TUNISIE

Elyes ZALLEG
Colonel Major, Directeur Général des prisons

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

CONFEDERATION OF EUROPEAN PROBATION / CONFÉDÉRATION DE LA PROBATION EUROPÉENNE (CEP)

Willem VAN DER BRUGGE
Secretary General CEP, the European Organisation for Probation, Utrecht, Netherlands

EUROPEAN ORGANISATION OF PRISON AND CORRECTIONAL SERVICES (EuroPris)

Kirsten HAWLITSCHKEK
Executive Director, The Hague, Netherlands

James KING
Chair EuroPris, Expert group on Prisoner Education/ Head of Learning & Skills & Purposeful Activity, Scottish Prison Service, Edinburgh, United Kingdom

Nick HAMMOND
Coordinator Foreign Nationals in Prison and Probation Expert Group, The Hague, Netherlands

EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE

Tom JINERT-BARET
Legal Affairs Trainee, Delegation of the European Union to the Council of Europe, Strasbourg, France

OTHER COUNCIL OF EUROPE BODIES / AUTRES ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE

EUROPEAN COMMITTEE FOR THE PREVENTION OF TORTURE AND INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT OR PUNISHMENT (CPT) / COMITÉ EUROPÉEN POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE ET DES PEINES OU TRAITEMENTS INHUMAINS OU DÉGRADANTS (CPT)

Hugh CHETWYND
Head of Division, Secretariat of the CPT / Chef de Division, Secrétariat du CPT

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS (ECHR) / COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH)

Kresimir KAMBER

Lawyer / Juriste, Registry of the European Court of Human Rights / Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE / SecrÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

DIRECTORATE GENERAL I / DIRECTION GÉNÉRALE I

Eva PASTRANA

Head of HELP Unit (Human Rights Education for Legal Professionals) / Cheffe d'Unité Programme HELP
(Formation aux Droits de l'Homme pour les Professionnels du Droit)

HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / INFORMATION SOCIETY AND ACTION AGAINST CRIME
DIRECTORATE

DROITS DE L'HOMME ET ÉTAT DE DROIT / DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET DE LA
LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Jan KLEIJSEN

Director / Directeur

Action against Crime Department / Service de la Lutte contre la Criminalité

Gianluca ESPOSITO

Head of Department / Chef de Service

Criminal Law Division / Division du droit pénal

Carlo CHIAROMONTE

Head of Division / Chef de Division

Secretary to the European Committee on Crime Problems (CDPC) / Secrétaire du Comité Européen pour les Problèmes Criminels (CDPC)

Iliana TANEVA

Secretary to the PC-CP / Secrétaire du PC-CP

Christine COLEUR

Assistant / Assistante

Criminal Law Co-operation Unit / Unité Coopération dans le domaine pénal

Luljeta KASA

Programme Adviser / Conseiller de Programme

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Christine TRAPP

Clarissa WORSDALE

Katia DI STEFANO